

1

(N° 123.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1848 — 1849.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 7.

M. TOUSSAINT, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 4442. | Par pétition datée de Ledeghem, le 22 janvier 1849,
L'administration communale de Ledeghem prie la
Chambre d'allouer au Budget de l'Intérieur, un crédit
de 150,000 francs, destiné à accorder à quelques com-
munes des districts liniers des prêts sans intérêt, rem-
boursables au moyen de centimes additionnels à perce-
voir dans ces communes. — Concl. — Renvoi à M. le
Ministre de l'Intérieur et dépôt sur le bureau pendant la
discussion du Budget de ce Département. |
| 2. | 4220. | Par pétition datée de Tervueren, le 25 novembre 1848,
Le sieur Vandersande réclame contre les dernières élec-
tions communales qui ont eu lieu à Tervueren. — Concl.
— Ordre du jour. |
| | 4206. | Par pétition datée de Heer, le 1 ^{er} décembre 1848,
Quelques habitants de Heer réclament contre la nomi-
nation du bourgmestre de cette commune. — Mêmes
conclusions. |
| 3. | 4435. | Par pétition datée de Bruxelles, le 20 janvier 1849,
Le sieur Guillaume-François De Bast prie la Chambre
de lui faire accorder la traversée gratuite aux États-Unis
d'Amérique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'In-
térieur. |

4420. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 janvier 1849,
Le sieur Loriaux, entrepreneur de forages de puits artésiens et de sondages pour la recherche des mines, prie la Chambre de lui faire obtenir le passage gratuit en Amérique. — Mêmes conclusions.
4169. Par pétition datée de Zwevezele, le 7 janvier 1849,
Le sieur Duvivier, boulanger et cultivateur à Zwevezele, prie la Chambre de statuer sur la pétition de quelques habitants de cette commune tendant à ce que le Gouvernement leur fournisse les moyens de se rendre en Amérique pour y fonder une colonie. — Mêmes conclusions.
4. 4447. Par pétition datée de Beaumont, le 12 janvier 1849,
Le sieur Canivet soumet à la Chambre des vues sur les causes du paupérisme et sur les moyens d'y porter remède. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
5. 4229. Par pétition datée de Liège, le 16 novembre 1848.
Les sieurs Wasseige, Putseys et autres membres de la Société de médecine de Liège, demandent la révision des lois qui régissent l'exercice de l'art de guérir.
96 docteurs en médecine, chirurgiens, artistes vétérinaires et pharmaciens, dans la province de Liège, déclarent adhérer à cette demande. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
6. 4436. Par pétition datée de Berlaere, le 2 janvier 1849,
Quelques habitants de Berlaere demandent que la garde civique soit divisée en deux bans, et que le 1^{er} ban, composé de jeunes gens et de veufs sans enfants, de 21 à 36 ans, soit seul astreint, en temps de paix, aux obligations imposées par la loi sur la garde civique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
7. 4295. Par pétition sans date,
Plusieurs distillateurs et cultivateurs de l'arrondissement de Charleroi, et le comice agricole du 10^e district de la province de Hainaut, demandent des modifications à la loi sur les distilleries. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
4053. Par pétition datée de St-Omer, le 29 juillet 1848,
Le sieur Boekhorst demande que le Gouvernement considère comme affranchie d'un droit spécial la cuve

à levain nécessaire à la mise en fermentation des matières premières soumises à la distillation, ou que la loi du 27 juin 1842 soit modifiée dans ce sens. — Mêmes conclusions.

4288. Par pétition datée d'Hensies, le 28 novembre 1848,

Plusieurs débitants de boissons distillées de la commune d'Hensies demandent l'abrogation, ou du moins la révision de la loi du 18 mars 1838, qui établit un impôt de consommation sur les boissons distillées. — Mêmes conclusions.

4095. Par pétition datée de Soignies, le 10 novembre 1848,

4219.

4180. Plusieurs cabaretiers, à Soignies, demandent que
4115. l'impôt de consommation sur les boissons distillées soit remplacé par un droit sur les distilleries.

Même demande de plusieurs cabaretiers de Bruxelles, Zarren et Serville. — Mêmes conclusions.

8. 4094. Par pétition datée de Liège, le 11 novembre 1848,

Le sieur Louis demande une loi contre l'ivrognerie.
— Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

9. 4454. Par pétition datée de Fleurus, le 24 janvier 1849,

Les médecins et pharmaciens, à Fleurus, demandent l'abolition de l'impôt patente sur ceux qui exercent la médecine et la pharmacie. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

10. 4193. Par pétition datée d'Ostende, le 25 novembre 1848,

Les hôteliers d'Ostende demandent la réduction des impôts qui frappent les hôtelleries de cette ville, l'établissement d'un impôt sur les habitants qui louent des quartiers et fournissent la nourriture, et la suppression de la contribution supplémentaire pour le personnel, pendant la saison des bains. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

11. 4116. Par pétition datée de Hasselt, le 15 novembre 1848,

Les sieurs Tits et Claes demandent que le Gouvernement réclame les droits d'enregistrement, de mutation ou de succession qui lui sont dus sur des acquisitions, legs ou donations faits, depuis le 1^{er} janvier 1831, par des corporations religieuses auxquelles ne peut s'appliquer l'arrêté du 18 février 1809. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

12. 4340. Par pétition datée de Caulille, le 19 décembre 1848,
4321.
4312. Le conseil communal de Caulille demande l'abrogation
4301. de la loi du 10 février 1843 relative à la canalisation de
4287. la Campine.
- Même demande des conseils communaux d'Arendonck, Overpelt, Lille-S^t-Hubert, Neerpelt, Achel, Moll, Oolen et de plusieurs habitants de Gheel. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Finances et des Travaux Publics.
13. 4434. Par pétition sans date,
Le sieur Fayon, préposé des douanes à Signeux, prie la Chambre de conserver aux employés du service actif de la douane, les avantages de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
14. 4433. Par pétition sans date,
Le sieur Bouniot, receveur de l'enregistrement à Arlon, demande que les employés de l'enregistrement salariés par remises ne soient pas frappés d'une retenue particulière pour subvenir aux besoins de la caisse des pensions. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
15. 4450. Par pétition datée de Liège, le 25 janvier 1849,
Le sieur Domenet, arpenteur à Liège, prie la Chambre d'améliorer la position des employés de l'État dont le traitement est inférieur à 2,000 francs. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
16. 4292. Par pétition datée d'Alken, le 12 décembre 1848,
Quelques électeurs de la commune d'Alken demandent que le siège de la Cour d'Assises du Limbourg soit transféré de Tongres à Hasselt. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
17. 3679. Par pétition datée de Liège, le 23 novembre 1848,
Plusieurs détenus pour dettes à la prison de Saint-Léonard, à Liège, demandent l'abrogation ou, tout au moins, la révision de la loi sur la contrainte par corps. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
3900. Par pétition datée de Bruxelles, le 29 avril 1848,
Le sieur de Keyser, détenu pour dettes, prie la Chambre d'abroger la loi sur la contrainte par corps, ou d'obliger le créancier à fournir une somme mensuelle de 40 francs au débiteur qu'il retient en prison. — Mêmes conclusions.

4152. Par pétition datée de Warquignies, le 21 novembre 1848,
Les sieurs Richard, Dupont et autres habitants, à Warquignies, demandent une modification à la loi sur la contrainte par corps. — Mêmes conclusions.
- M. MOXHON, 2^{me} rapporteur.
18. 4343. Par pétition datée de Bruxelles, le 20 décembre 1848,
Le sieur Honoré, ancien vérificateur de l'administration des douanes, réclame les arriérés d'une pension qui lui a été accordée sous l'Empire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
19. 4363. Par pétition datée de Grammont, le 25 décembre 1848.
Le sieur Bonnier prie la Chambre de l'autoriser à faire imprimer sans frais, à l'imprimerie du *Moniteur*, un mémoire sur des faits qui ont été jugés contre lui par l'autorité judiciaire. — Concl. — Ordre du jour.
20. 4375. Par pétition datée de Bruxelles, le 1^{er} janvier 1849,
Plusieurs expéditeurs, à Bruxelles, demandent que le Gouvernement mette en adjudication publique les entreprises de camionnage du chemin de fer. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
21. 4371. Par pétition datée de Wonck, le 26 décembre 1848,
Le conseil communal de Wonck présente des observations sur le tracé à donner à la route de Riempst à Hallembaye, et demande que le Gouvernement fasse au plus tôt commencer les travaux de construction de cette route. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
22. 4361. Par pétition datée de Fouron-le-Comte, le 28 décembre 1848,
Le conseil communal de Fouron-le-Comte demande le maintien du bureau des contributions directes établi dans cette commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
23. 4360. Par pétition sans date,
Le marquis d'Auxy demande la réforme judiciaire. — Concl. — Renvoi à la section centrale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la réduction du personnel des cours et tribunaux.

24. 4358. Par pétition datée de Bruxelles, le 31 décembre 1848,
Le sieur Morthumert demande que les greffiers des juges de paix ne puissent s'immiscer dans les affaires qui ne rentrent pas exclusivement dans leurs attributions. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
25. 4016. Par pétition datée d'Anvers, le 27 juin 1848,
Plusieurs maîtres tonneliers, à Anvers, demandent l'établissement d'un droit d'octroi sur les objets de tonnellerie fabriqués *extra muros* ou provenant de l'étranger, qui sont importés dans cette ville. — Concl. — Ordre du jour.
26. 4357. Par pétition datée de Charneux, le 20 décembre 1848,
Plusieurs habitants de Charneux demandent que la section de ce nom soit séparée de la commune de Harsin, pour être réunie à celle de Roy, si elle ne peut être érigée en commune distincte. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
27. 4291. Par pétition datée d'Angleur, le 11 décembre 1848.
Quelques habitants d'Angleur réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir l'exécution des viaducs à construire sur la route du Val-Benoît à Chenée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
28. 4346. Par pétition datée d'Iseghem, le 9 décembre 1848,
Le conseil communal d'Iseghem et les administrations communales de Cachtem et d'Emelghem demandent que le chef-lieu du canton d'Ingelmunster soit transféré à Iseghem. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
29. 4398. Par pétition datée d'Ingelmunster, le 10 janvier 1849,
L'administration communale d'Ingelmunster présente des observations contre la demande tendant à ce que la justice de paix du canton soit transférée d'Ingelmunster à Iseghem. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
30. 4394. Par pétition datée du 10 janvier 1849,
Le sieur Coster demande que la chasse, dans la province de Namur, ne soit pas close avant le 1^{er} mars prochain. — Concl. — Ordre du jour.
31. 4318. Par pétition datée de Louvain, le 6 décembre 1848,
4389.
Plusieurs débitants de boissons distillées et distillateurs

de la ville de Louvain demandent que le droit de consommation sur les boissons distillées soit remplacé par un droit sur les distilleries.

Même demande de plusieurs débitants de boissons distillées dans le Brabant. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

32. 4388. Par pétition datée de l'arrondissement de Soignies, le 4 janvier 1849,

Quelques distillateurs et cultivateurs de l'arrondissement de Soignies proposent des modifications à la loi sur les distilleries. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

33. 4015. Par pétition datée de Leupeghem, le 1^{er} juillet 1848,

Le sieur Vanderhoost demande l'abolition de l'impôt patente sur les professions ou les industries qui sont d'une utilité générale. — Concl. — Ordre du jour.

34. 3995. Par pétition datée de Mons, le 18 mai 1848,

Plusieurs négociants, marchands et industriels à Mons, demandent la suppression des marchés établis à Jemmapes, Pâturages et Saint-Ghislain, ou du moins que ces marchés ne puissent se former en foire. — Concl. — Ordre du jour.

35. 4342. Par pétition datée de Couvin, le 17 décembre 1848,

Les ouvriers du canton de Couvin demandent que le Gouvernement oblige la société concessionnaire du chemin de fer de l'Entre-Sambre-et-Meuse à exécuter, pendant cet hiver, une partie des travaux qu'elle doit terminer pour la fin de mars 1850. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

36. 4411. Par pétition datée de Couvin, le 31 décembre 1848,

Les ouvriers qui ont été occupés aux travaux du chemin de fer de l'Entre-Sambre-et-Meuse demandent que le Gouvernement prenne des mesures pour que la compagnie concessionnaire de ce chemin de fer remplisse ses obligations, et qu'il l'assiste au besoin. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances quant au premier objet.

37. 4200. Par pétition datée de Saint-Josse-ten-Noode, le 1^{er} décembre 1848,

Le sieur Fafchamps, ingénieur civil, demande la révi-

sion de la loi sur les brevets d'invention. — Concl. —
Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

38. 4270. Par pétition datée de Marche-les-Dames, le 10 décembre 1848,

Les conseils communaux de Marche-les-Dames, Beer et Namèche demandent que le Gouvernement avise aux moyens de faire continuer les travaux du chemin de fer de Namur à Liège. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

39. 4010. Par pétition datée de Namur, le 29 juin 1848,

Le sieur Biot, pharmacien à Namur, fait hommage à la Chambre de 112 exemplaires d'une brochure intitulée : *Le Gouvernement et les pharmaciens belges, à propos de l'agriculture, ou Moyen d'appliquer la science à l'agriculture*, et présente un projet de loi établissant une topographie agronomique. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

